

Les câbles sous-marins (1890-1910)

Gérard Fouchard

Association des Amis des Câbles sous-marins

En 1900, trois pays, la France, l'Allemagne et les États-Unis ont pris conscience que leurs communications nationales sont acheminées par le réseau britannique qui ceinture le monde. Depuis 1877⁽¹⁾, elles ont entrepris des efforts considérables mais leurs chancelleries et les presses nationales soulignent que « *chacun confie les renseignements les plus confidentiels à ceux-là même qui suivent leur politique d'outre-mer avec la curiosité la plus passionnée.* »

Comment réduire un écart qui ne se comble pas puisque, quels que soient les efforts accomplis, le réseau britannique est le seul à offrir, dirions-nous aujourd'hui, une couverture mondiale ? Dans son rapport au président de

la République de l'année 1900, Alexandre Millerand, ministre du Commerce et des PTT montre le retard de la France, et souligne le besoin de relier à la métropole toutes les colonies dont la III^e République vient de se doter.

L'EFFORT DE LA FRANCE ENTRE 1895 ET 1905

La France, comme l'Allemagne, a privilégié son industrie pour assurer son indépendance⁽²⁾. Elle possède alors trois usines de fabrication de câbles : l'usine de l'administration des P&T à La Seyne (1881), celle de la Société Industrielle des Télécommunications à Calais (1891) et celle de Grammont à Saint-Tropez (1892)⁽³⁾. Si les industriels français peuvent produire des câbles sous-marins, encore faut-il que les deux propriétaires de réseaux : l'État et la Compagnie Française des Câbles Télégraphiques (CFCT) leur confient des commandes.

Réseaux (km)	1877	1887	1901
Britannique	103 068	141 376	220 359
Américain	0	30 302	52 180
Français	1 246	12 235	34 323
Allemand	752	3 003	14 613
Danois	7 794	11 541	15 278
TOTAL	118 507	208 671	357 865

⁽¹⁾ Informations publiées par le Bureau Télégraphique International (Nomenclatures de Berne) dont la première publication est de 1877.

⁽²⁾ Les États-Unis n'ont jamais cherché à construire une industrie. Ils ont privilégié la voie réglementaire en imposant la concurrence sur l'axe transatlantique. Les deux compagnies américaines (Western Union et Commercial Cable) se sont progressivement imposées en s'appuyant sur le marché intérieur américain.

⁽³⁾ *Du Morse à l'Internet 150 ans de télécommunications par câbles sous-marins*, sous la direction de René Salvador, 2006, page 152 et suivantes consacrées aux compagnies françaises dans la tourmente de l'Atlantique Nord.

En 1893, la Société Française des Télégraphes Sous-Marins (SFTSM), propriétaire du réseau des Antilles, avait été chargée de poser une ligne entre la Nouvelle-Calédonie et l'Australie (Taoudié – Bundaberg). L'idée était donc de confier le réseau colonial à des opérateurs privés (SFTSM ou Pouyer Quartier, fondateur de la Compagnie Française du Télégraphe de Paris à New York appelée généralement PQ). Deux ans plus tard, lorsque l'État souhaite raccorder Madagascar, la grande île est reliée au réseau anglais par un câble Majunga – Mozambique ; ce câble est commandé directement par l'État aux usines de Saint-Tropez et Calais et on en confie l'entretien aux Britanniques (1895).

Que s'est-il passé entre 1893 et 1896 ? Waldeck-Rousseau et Millerand, tous les deux avocats d'affaires, défendent la défunte compagnie télégraphique « Pouyer-Quartier » (PQ) dans le procès qui l'oppose à la compagnie britannique « Anglo-American Cable Company ». Ils réussissent l'essentiel : éviter que « l'Anglo » rachète à bas prix les biens de la compagnie française. Ils évitent ce qui s'était passé en 1873 lorsque « l'Anglo » racheta la première compagnie française propriétaire du câble transatlantique français de 1869.

Le 1^{er} janvier 1896, l'État impose la création de la CFCT, à partir des biens de la PQ en faillite et de la Compagnie des Antilles (SFTSM). En échange de la recapitalisation de la compagnie, celle-ci reçoit les missions de :

- renforcer le réseau d'Atlantique Nord de la PQ par un second transatlantique ;
- réunir le réseau des Antilles par une liaison New York – Haïti. Une filiale, la « United States and Hayti Telegraph and Cable » est fondée aux États-Unis pour construire cette liaison New York – Haïti que le gouvernement américain considèrera toujours bien française.

Le président (le contre-amiral Caubet) et le directeur (J. Dupelley) relèvent le défi et s'acquittent de leur mission. Toutefois, la compagnie CFCT n'a jamais été profitable au point de s'affranchir des commandes et de l'aide de l'État.

En 1899, Waldeck-Rousseau est nommé chef du gouvernement et nommé Alexandre Millerand ministre du Commerce de l'Industrie et

des PTT. Millerand est chargé d'un secteur qu'il connaît bien. Le ministre sera extrêmement attentif à la politique de la CFCT sur l'Atlantique Nord. Mais, entre 1895 et 1905, l'effort pour relier les colonies sera assuré par le ministère des PTT.

Avant cet effort, le réseau gouvernemental français comprend les liaisons des îles côtières métropolitaines, les câbles franco-anglais, le réseau méditerranéen d'Afrique du Nord et deux itinéraires par câbles sous-marins entre la métropole et Dakar :

- le réseau espagnol jusqu'à Cadix puis une ligne sous-marine anglaise à capitaux franco-espagnols entre Cadix – Ténérife et Saint-Louis du Sénégal ;
- on pourra également atteindre Cadix par Oran et Tanger à partir de 1901.

On considère qu'un Brest – Dakar direct est indispensable pour ne plus dépendre du réseau espagnol et de la compagnie anglaise.

Pour relier les colonies et les territoires lointains (Indochine, Madagascar, Réunion, Maurice et Djibouti, la première solution qui sera réalisée consiste à raccorder chaque territoire au réseau anglais comme la Nouvelle-Calédonie en 1893.

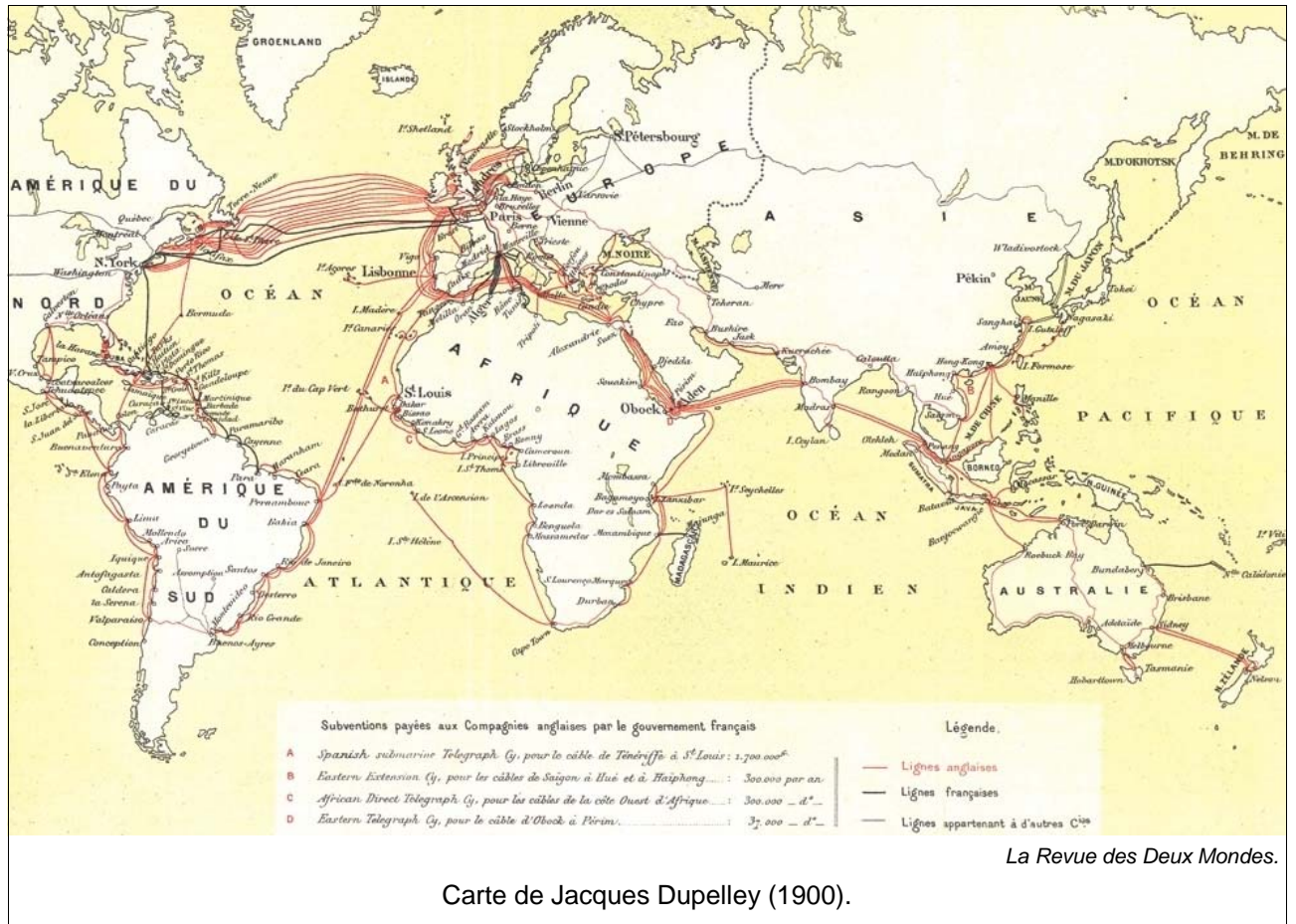
Le gouvernement posera toute une série de câbles pour atteindre Madagascar, la Réunion, Maurice, Djibouti et l'Indochine. Dans le cas de l'Indochine, où Saigon est déjà raccordé à la route anglaise de l'Eastern, les liaisons françaises ont pour objet d'atteindre les lignes danoise, américaine et allemande.

Mais, une seconde solution est envisagée dès 1900, construire deux grands câbles Dakar – Réunion et Réunion – Saigon pour ne plus dépendre du réseau britannique (*Almanach Hachette*).

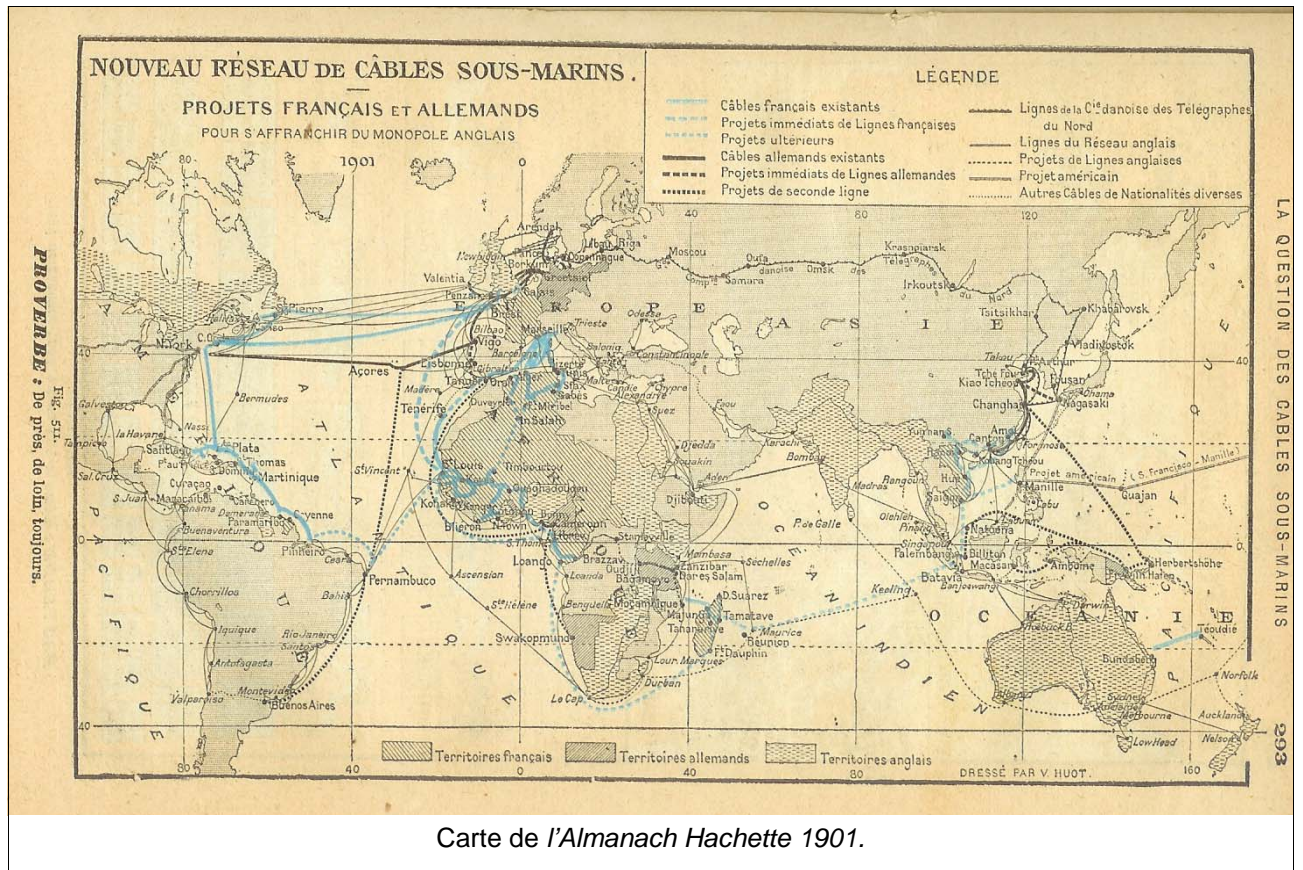
LE GOUVERNEMENT WALDECK-ROUSSEAU (1899-1903)

En s'installant au gouvernement, Millerand adresse le 1^{er} mai 1900 son rapport au président de la République dans lequel il déplore que l'administration ne fournisse plus un service de qualité : les locaux sont vétustes, les effectifs insuffisants et les moyens manquent⁽⁴⁾. Dans la partie consacrée aux câbles

(4) L'extrait du rapport consacré aux câbles sous-marins se trouve sur le site www.cablesm.fr.



Carte de Jacques Dupelley (1900).



Carte de l'Almanach Hachette 1901.

LA QUESTION DES CÂBLES SOUS-MARINS

LE « système nerveux du monde » était depuis longtemps aux mains de l'Angleterre, maîtresse des lignes télégraphiques sous-marines dont nous avons déjà publié la carte complète dans notre Almanach Hachette 1897, page 293. Mais les grandes nations se décident enfin à s'affranchir de l'Angleterre et à se mettre en relations directes avec leurs colonies, et de nombreux fils s'ajoutent chaque année au réseau des câbles sous-marins.

Nos Lignes Françaises.

LA FRANCE et l'Allemagne cesseront les premières d'être les clientes obligées des compagnies anglaises et de subir cette vexation paradoxale : confier les renseignements les plus confidentiels aux soins de ceux-là mêmes qui suivent leur politique d'outre-mer avec la curiosité la plus passionnée.

La France possède déjà un réseau important, mais qui malheureusement laisse de côté, en grande partie, ses intérêts les plus essentiels qui sont liés aujourd'hui à son vaste Empire colonial.

Grâce au réseau intérieur si rapidement créé dans notre Afrique occidentale, il est facile de nous relier directement à nos colonies d'Afrique, soit par un câble Tanger-Ténérife (voir notre carte) complétant la ligne Ténérife-Saint-Louis, dont nous possédons déjà le contrôle, soit, encore, par une ligne directe Brest-Saint-Louis.

Un câble Cotonou-Libreville va assurer l'indépendance de notre Congo par le réseau aérien Cotonou-Saint-Louis, en attendant une ligne sous-marine Saint-Louis-Libreville.

Pour Madagascar, il faudra plus de temps et de sacrifices. En attendant une franchise complète par un câble difficile, mais non impraticable, Loango-Fort-Dauphin, nous nous relierons par la ligne terrestre presque achevée, traversant l'Afrique équatoriale (ligne belge Brazzaville-Stanleyville ; ligne allemande Tanganyika-Dar-es-Salam,

et tronçons pour souder les deux, ainsi qu'entre Dar-es-Salam et Mozambique pour rejoindre notre câble Mozambique-Majunga). Le câble Réunion-Madagascar qui va incessamment être immergé complétera notre réseau africain.

Pour notre Empire d'Extrême-Orient, plus difficile à rattacher au réseau métropolitain, on pare déjà au plus pressé de la façon suivante : un câble vient d'être posé entre Hué et Amoy, tête de ligne du réseau de la *Grande Compagnie des Télégraphes du Nord* qui dessert les mers de Chine et l'Extrême-Orient par la Russie et la Sibérie. Cette compagnie danoise est indépendante au point de vue financier, bien que des arrangements de service la mettent en relations assez étroites avec la compagnie anglaise qui rayonne dans ces parages (*Eastern extension*, etc.).

C'est donc une notable amélioration. Plus tard, on créera une relation directe Madagascar-Indo-Chine, à travers l'Océan Indien.

Tels sont les projets français actuels.

Il reste encore malheureusement une lacune de grande importance : Djibouti, escale de premier ordre sur la route de Madagascar et les parages de l'Extrême-Orient.

On le voit, nous avons encore beaucoup à faire pour nous créer un réseau « impérial », au sens où les Anglais entendent ce mot.

Nouveaux Câbles des Autres Pays.

L'ALLEMAGNE, hier encore plus dénuée que nous-mêmes, a déjà rapidement marqué des étapes. Vers l'Ouest, elle est en possession, depuis une époque récente, des lignes Borkum-Vigo (Espagne), Borkum-Valentia (Irlande), Vigo-Agores-New-York ; elle ne tardera pas à créer les relations Vigo-Lisbonne-Tanger et plus tard à se mettre en relations avec le Sud-Amérique et surtout avec ses établissements de la côte Occidentale d'Afrique. Mais plus activement encore, elle veut développer son réseau Extrême-Orient.

Rien qu'en une année, elle a soudé Kiao-Tchéou aux ports suivants : Tché-Fou, Changhaï, Canton ; demain ce sera fait avec Nagasaki et bientôt, grâce à la ligne Japon-Amérique que les États-Unis vont jeter à travers le Pacifique, Berlin sera en relation avec Kiao-Tchéou par des câbles non anglais : (allemands de Kiao-Tchéou à Nagasaki, américains de Nagasaki à New-York, allemands de New-York à Borkum).

D'autre part, le gouvernement allemand s'est entendu avec la Hollande pour établir dans l'Extrême-Orient un réseau qui soustraira les Pays-Bas et l'Allemagne à la tutelle des lignes télégraphiques anglaises.

Les États-Unis ne sont pas moins anxieux d'établir des relations télégraphiques indépendantes avec leurs nouvelles colonies. Les travaux du grand câble transpacifique de 6 800 milles (12 600 kil.) sont déjà commencés.

Enfin, l'Angleterre elle-même n'est pas encore satisfaite de son magnifique réseau et s'occupe de relier ses principales colonies par un nouveau réseau « impérial » composé de câbles n'atterrissant qu'en territoires britanniques.

La première partie de ce réseau est déjà construite (ligne du Cap à Saint-Vincent ne touchant qu'aux points stratégiques Sainte-Hélène et Ascension, ligne Ascension-Sierra-Leone, etc.).

Il sera bientôt soudé à l'île Maurice, autre port stratégique, aux îles Keeling et de là, d'une part à Ceylan, d'autre part à l'Australie. Ce premier réseau ne coûtera pas moins de 125 millions.

La seconde partie de ce réseau impérial se composera d'une grande ligne pacifique allant de Vancouver (Colombie britannique) au continent australien par les îles Fanning et Norfolk. Ainsi, les grandes nations maritimes continuent à se faire concurrence, au fond comme la surface des mers !

PROVERBE : Qui aime n'oublie pas.

sous-marins, il note que « le câble est un élément important de défense, un instrument d'influence politique et un auxiliaire précieux du commerce ». Millerand sait que l'opinion publique est très sensible au retard de la France et il peut compter sur la CFCT et les deux industriels A. Grammont et Société Industrielle des Téléphones (SIT) pour alimenter l'opinion publique en informations.

Trois mois plus tôt, en janvier, le directeur général de la CFCT, Jacques Dupelley, publie

un article très détaillé dans la *Revue des Deux Mondes* : « Les câbles télégraphiques en temps de guerre ». Des revues populaires comme l'*Almanach Hachette* de 1897 et de 1901 et en janvier 1900 se penchent également sur la question du câble.

Le monde universitaire se saisit également de cette grande cause nationale. À partir de 1900, des thèses sont soutenues et publiées, entre autres celles de Victor Perdrix (Paris, 1903), Pierre Jouhannaud (Paris, 1904), M. de

Margerie (Paris, 1909) et Henry Lorenz (Nancy, 1906). Les sujets sont divers :

- les câbles sous-marins et leur protection internationale (Victor Perdrix, Paris, 1903) ;
- les câbles sous-marins. Leur protection en temps de paix et en temps de guerre (Pierre Jouhannaud, Paris, 1904) ;
- les câbles sous-marins et la télégraphie sans fil (Henry Lorenz, Nancy, 1906) ;
- le réseau anglais de câbles sous-marins (M. de Margerie, Paris, 1909).

Ces thèses, généralement publiées aux éditions Pédonne, nourrissent depuis plus d'un siècle des générations d'étudiants qui reproduisent les arguments de leurs brillants anciens.

Toutes les forces vives françaises sont mobilisées pour s'affranchir des télécommunications anglaises. À relire la presse et les déclarations gouvernementales de l'époque, le diagnostic est unanime et un vaste programme d'investissement est évoqué.

Pourtant, deux événements vont tempérer les résolutions prises en début du mandat de Waldeck-Rousseau :

- la découverte et les promesses de la radio-télégraphie. Le 28 mars 1899, G. Marconi transmet un premier message télégraphique entre Wimereux et Douvres. Le 12 décembre 1901, Marconi transmet un premier signal télégraphique (la lettre S) entre le Signal Hill de Saint-Jean de Terre Neuve et Le Pouldhu (Cornouailles). Mais entre ces grandes premières et un réseau opérationnel, la technologie doit encore évoluer ;
- la catastrophe de Saint-Pierre de la Martinique (8 mai 1902). Outre la destruction de Saint-Pierre et la mort des 30 000 habitants, l'éruption provoque la rupture des six câbles immergés dans les environs de Saint-Pierre. Saint-Pierre est le nœud du réseau des Antilles. Or, la CFCT manque d'argent et de câble de réserve. Le réseau ne sera rétabli que deux ans plus tard.

Le gouvernement demande alors au général Ferrié, le spécialiste de la radio d'établir une liaison de secours entre la Martinique et la Guadeloupe pour acheminer le courrier officiel, la CFCT affrétant un bateau pour transporter les messages sur les réseaux du voisinage. La radio supplée à la défaillance des

câbles. Cet événement a de quoi faire réfléchir un gouvernement et remettre partiellement en cause le programme défini dans le rapport Millerand et qui est indiqué dans l'*Almanach Hachette* de 1901.

LES EFFORTS DE LA FRANCE APRÈS 1903

Il est certain qu'A. Millerand, grand défenseur du câble jusqu'à son entrée au gouvernement deviendra par la suite un partisan des techniques sans fil, pensant sans doute que seule la radio pouvait permettre de construire un grand réseau international et colonial français. Que restera-t-il de ce programme ?

- la liaison Brest - Dakar est posée en 1906 par la SIT et son navire câblé *François Arago*⁽⁵⁾ ;
- en 1900, au-delà de Dakar, le réseau britannique relie toutes les colonies européennes. Il est donc naturel que les Allemands et les Français souhaitent s'affranchir du réseau anglais. Contrairement à l'Allemagne, la France choisit des solutions au moindre coût : acheter un câble à la compagnie britannique posé en 1886 (Cotonou - Libreville 1886-1902) ; faire appel à la Compagnie des Câbles Sud-Américains (SUDAM) francisée en 1910 et profiter de l'installation du réseau allemand pour commander à la Norddeutsche deux liaisons Conakry - Monrovia - Grand Bassam posées par le navire-câblé *Stephan*, ou commander des liaisons à la SIT (Libreville - Port Gentil - Pointe Noire (1913) lorsque la guerre avec l'Allemagne est proche ;
- en 1903, le gouvernement commande à SIT et Grammont les câbles Tourane - Haiphong, Tourane - Amoy et Bornéo - Cap Saint-Jacques ;
- il faudra attendre 1906 pour relier la Réunion à Maurice et Madagascar et Djibouti à Obock. Il faut dire que l'Entente Cordiale est passée par là et la Grande-Bretagne est alors alliée.

Il est clair que le programme français a été réduit au maximum. Les deux industriels français n'ont pas obtenu la production qu'ils pouvaient escompter l'un et l'autre, en particulier la société Grammont. Le nouveau navire-

⁽⁵⁾ *La Nature* (1907), pages 139 à 141.

câblé n'a pas été réalisé en remplacement des deux navires-câblés souhaité par Mille- rand dans son rapport de mai 1900 pour rem- placer la *Charente* et l'*Ampère*. L'*Émile Bau- dot* fut finalement commandé en Angleterre, et ne fut livré qu'en 1917.

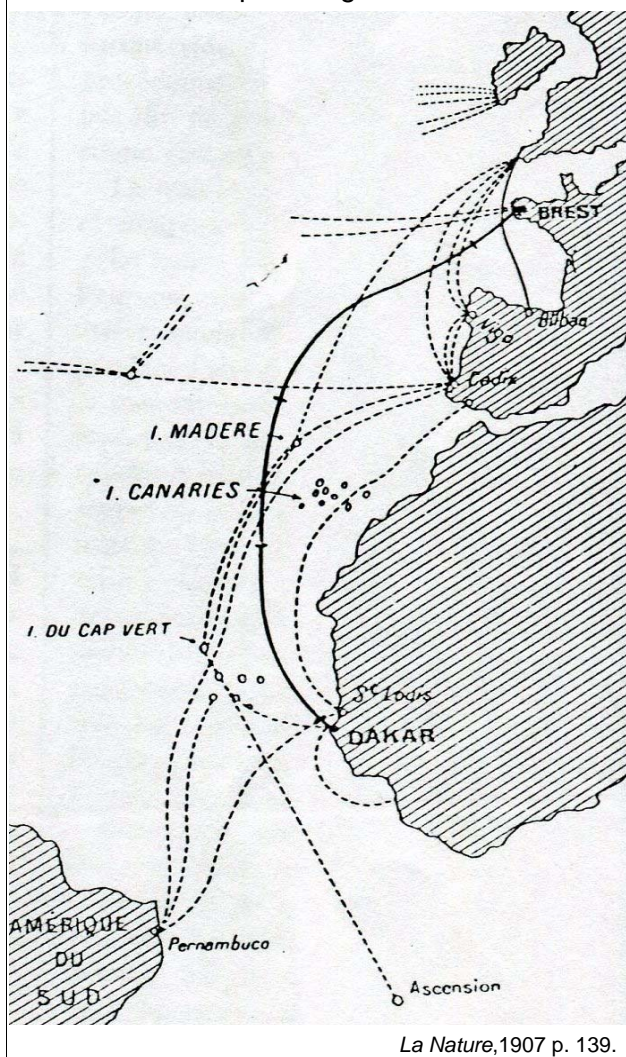
Le câble Brest – Dakar posé en 1906

La liaison Brest – Dakar de 1906, fabriquée par la SIT à Calais a été posée en quatre expéditions successives par le navire-câblé *François Arago* à partir d'août 1904.

D'une longueur de 2 400 nautiques, cette liaison relie la rade du Minou près de Brest à la rade de Dakar.

Sur la carte ci-contre de 1907, on note l'im- portance du réseau britannique au départ de Porthcurno en Cornouaille alors que Brest ne compte que les câbles transatlantiques Brest – Saint-Pierre et Brest – Cap Cod.

Depuis 1901, Saint-Louis est relié à Cadix, et de là à Marseille par Tanger et Oran.



M. Girousse⁽⁶⁾, inspecteur général des télé- communications relaie les idées de sa hiérar- chie et présente le grand avantage de la télé- graphie sans fil. Il rappelle qu'en 1902, la radio a suppléé à la défaillance des câbles. Prudent, comme tout fonctionnaire, il cite en conclusion le général Ferrié : « *Malgré tout, la télégraphie sans fil par ondes hertziennes demeure encore un moyen de communication excep- tionnel, dont on fait usage lorsqu'il est impos- sible d'en employer un autre [...]. Si la télégra- phie sans fil avait été inventée la première, on considérerait la télégraphie avec fil comme un immense perfectionnement.* »

Le manque de déclaration gouvernementale sur les câbles sous-marins après 1900 et le manque de crédits accordés aux grands projets sont surprenants et tranchent avec les déclarations trouvées dans la presse. On peut être tenté de rapprocher le mutisme de Mille- rand sur le sujet, son changement de politique, à l'événement survenu le 8 mai 1902 à Saint- Pierre.

M. Girousse, en évoquant la desserte de l'Indochine, est rassurant : il existe alors trois voies pour relier l'Indochine à la Métropole :

- la voie anglaise de l'Eastern qui dispose de deux liaisons différentes entre Marseille et Saïgon ;
- la seconde voie entre Calais et Fano (Danemark) pour prendre le réseau danois de la GNTC (Grande compagnies des télé- graphes du Nord) qui utilise le *Transsibé- rien* ;
- la troisième voie entre le Cap Saint- Jacques et Bornéo (appartenant alors aux Pays-Bas) pour rejoindre les réseaux néer- landais, allemand et américain.

Il n'y aura donc pas de liaison entre Dakar et Saïgon.

LA LIAISON FRANÇAISE VERS LE BRÉSIL

La SFTSM (devenue CFCT) a le monopole de la relation Brésil – Amérique du Nord le réseau des Antilles. En 1900, il est question d'une se- conde ligne française au départ de Dakar pour disposer d'une seconde boucle bien française par Recife et Dakar.

Pour relier le Brésil, il faut confier le trafic à une société anglaise, la « South American

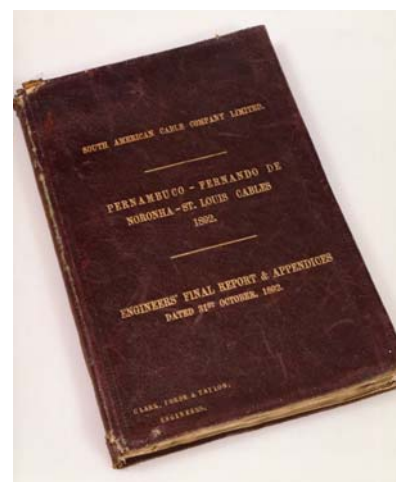
⁽⁶⁾ M. Girousse, conférence à l'École Coloniale du 18 février 1910.

Cable Company » (SACC) qui a commandé à la compagnie Indian Rubber une liaison Dakar – Fernando de Noronha ? et Recife. Elle est posée en 1892 par le *Silverstown*. Compte tenu de notre intérêt pour cette ligne, le capital de cette compagnie est surveillé.

Il est discrètement racheté à l'aide de crédit gouvernementaux. En 1911, l'opération étant terminée, la société est francisée et la SACC

devient la « Compagnie française des câbles Sud Américains ». On l'appellera également la SUDAM⁽⁷⁾ ; la liaison française sur l'Amérique du Sud est ouverte au moindre coût.

Après 1911, la priorité n'est plus au câble, ni aux navires-câbliers. On fonde beaucoup d'espoir sur les transmissions radioélectriques et le pays a d'autres priorités avec le conflit qui s'annonce.



Installation du câble Dakar – Fernando de Noronha – Recife par la SACC en 1892.

⁽⁷⁾ Elle deviendra France Câbles et Radio puis FCR. La francisation de la société anglaise en 1911 ne trompera pas les britanniques. Elle sera également sévèrement critiquée par les entrepreneurs français, le gouvernement selon eux, préférant acheter un liaison ancienne (peu coûteuse ?) plutôt que d'investir dans un robuste câble neuf acheté aux entreprises françaises.